

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: - (2009)
Heft: [1]: Aviation

Artikel: La flotte de F-5 "Tiger" ne sera pas remplacée
Autor: Monnerat, Ludovic
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-348898>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

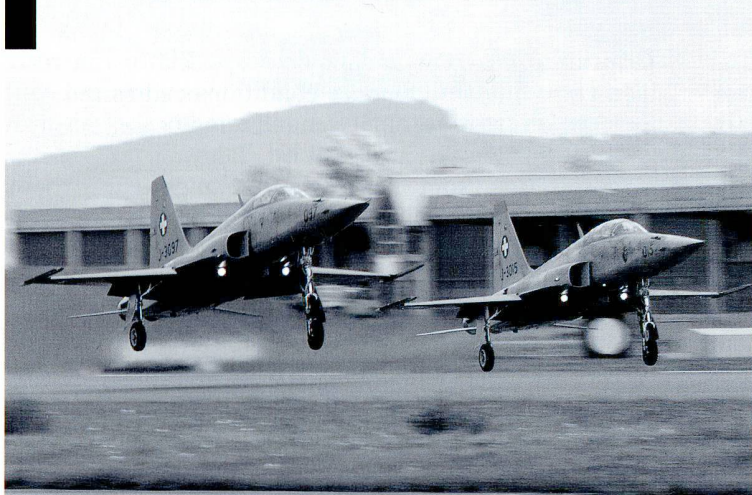
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 29.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>



Le *Tiger* fêtera comme son prédécesseur le *Hunter* ses 30 ans de service dans les Forces aériennes suisses.

Forces aériennes

La flotte de F-5 *Tiger* ne sera pas remplacée

Lt col EMG Ludovic Monnerat

Rédacteur en second, RMS+

Lors d'une conférence de presse, le 12 novembre dernier, le Chef de l'Armée (CdA) a annoncé que les ressources financières de l'armée suisse ne lui permettent pas actuellement d'acquérir un nouvel avion de combat. D'autres besoins plus urgents et prioritaires doivent d'abord être couverts.

C'est en prenant de la hauteur, au sommet de l'émetteur du Bantiger près de Berne, que le commandant de corps André Blattmann s'est adressé aux médias avant tout sur la situation financière de l'armée. L'emplacement choisi, faisant partie des infrastructures critiques dont dépend le bon fonctionnement du pays, avait pour but de montrer le rôle permanent de la sécurité dans le pays.

Le CdA a tiré la sonnette d'alarme en expliquant en détail les conséquences des économies imposées ces dernières années dans le domaine de la Défense. Et il a notamment annoncé que, compte tenu de la situation critique que connaît une grande partie de l'armée de milice, le remplacement partiel de la flotte de F-5 *Tiger* n'est pas jugé prioritaire et donc n'aura pas lieu dans l'immédiat.

Le prix de la sécurité

Cette décision n'est pas une surprise : les cercles bien informés spéculaient depuis longtemps sur la faisabilité de l'acquisition comme de l'exploitation d'un nouvel avion de combat. En revanche, comme l'avait déjà indiqué la demande dans ce sens communiquée par le Chef du DDPS au début de l'automne au sein du Conseil fédéral, c'est une décision difficile à prendre, car elle aboutit à un affaiblissement significatif des capacités de défense aérienne de la Suisse. Mais investir aujourd'hui dans un *Rafale*, un Eurofighter ou un *Gripen* aboutirait à multiplier les carences en matériel, en munitions ou en carburant dont souffre déjà toute l'armée. A moins d'une rallonge budgétaire permanente, cette intention est donc devenue insoutenable.

Le CdA s'est exprimé sur les sommes financières considérables - 5 milliards de francs - qui ont été

économisées en 12 ans dans le domaine militaire. Le budget initialement prévu pour l'Armée XXI, devisé en 2001 à quelque 4,3 milliards par an, représenterait aujourd'hui 4,8 milliards compte tenu de l'inflation, alors que l'armée ne reçoit aujourd'hui que de 3,7 milliards. Les effets de cette diminution ont encore été aggravés par la hausse constante des coûts d'exploitation, pour lesquels 500 millions de francs sont consacrés chaque année uniquement au matériel de rechange et à la maintenance. La technologie toujours plus pointue des équipements et leur utilisation toujours plus intensive, en raison de leur nombre en baisse, expliquent cette hausse.

Plus grave encore : sur l'ensemble des programmes d'armement approuvés par le Parlement entre 1999 et 2008, il subsiste un solde de crédits d'engagement qui s'élève à 8,6 milliards de francs. Ceci représente le matériel que l'armée doit payer pour mettre en œuvre les décisions politiques, non les crédits qui ont été effectivement accordés au DDPS et à l'armée pour ce faire. Il y a donc un découplage entre les décisions du Parlement et les crédits accordés par le Conseil fédéral. Or les budgets prévus jusqu'en 2013 pour la Défense ne suffisent en aucun cas à verser les sommes nécessaires au paiement des équipements commandés. En d'autres termes, on a chaque année creusé un trou financier devenu béant, qui désormais réduit drastiquement la capacité de l'armée à renouveler ses moyens.

La demande de ressources supplémentaires rendue publique récemment par Ueli Maurer est donc entièrement soutenue par André Blattmann : elle est nécessaire non seulement pour poursuivre le développement et la modernisation de l'armée, mais aussi pour lui permettre simplement de continuer à remplir ses missions actuelles. C'est un avertissement fait à la classe politique : on ne peut pas accepter de jouer à la roulette russe avec notre sécurité, et les déclarations de principe ou la perspective à court terme des législatures ne suffisent plus. Le CdA attend des directives claires et les moyens financiers pour les mettre en œuvre. Avec une dette en crédits d'armement supérieure à 2 fois son budget annuel,

l'armée est financièrement en situation de faillite.

Dans l'intervalle, plusieurs mesures visant à encore mieux maîtriser les coûts vont être prises. D'une part, comme cela a été annoncé la semaine dernière, les crédits non encore engagés dans le programme C4ISTAR (qui rassemble les moyens de conduite et d'exploration) vont être gelés le temps d'analyser en détail tout le domaine, ce qui passe par l'arrêt de plusieurs programmes importants. D'autre part et, conformément aux décisions prises en novembre 2008 par le Conseil fédéral, des analyses sont menées pour adapter le volume de l'armée aux conditions démographiques et financières fixées, ainsi que pour diminuer dès que possible le nombre de jours de services effectués.

Cette réduction des jours de service, comme l'a expliqué le CdA, pourrait prendre la forme d'une optimisation des écoles de recrues aujourd'hui réparties sur 21 semaines pour les deux tiers de l'armée : en assurant une unité de commandement durant toute l'ER, et non une transition impliquant des déplacements, on peut ainsi réduire les temps de régie sans perdre en efficacité dans l'instruction. Ainsi, à l'exception de quelques troupes spécialisées, la majorité des conscrits pourrait à l'avenir avoir une école de recrues longue de 18 semaines. Une décision doit encore être prise dans ce sens par le Chef du DDPS, mais cette mesure pourrait permettre d'économiser plusieurs dizaines de millions de francs par an.

La priorité du commandant de corps Blattmann reste bien l'être humain, donc les conditions-cadres qui sont fournies au citoyen-soldat venant remplir son devoir à la Patrie au sein de l'armée. Il est clair que des mesures d'optimisation sont réalisables et nécessaires dans l'institution militaire, que les restructurations en cours ont un sens, que la transparence budgétaire doit être développée, que la conscience des coûts doit être renforcée et que la transformation permanente ou presque doit être acceptée. Mais les économies abusives faites sur le dos de l'armée montrent aujourd'hui leurs conséquences : sans réaction de la classe politique, l'effondrement de tout le système militaire est malheureusement devenu un risque sérieux. Et les économies faites aujourd'hui pourraient entraîner des dépenses multipliées demain.

L.M.

En attendant l'introduction complète et coûteuse de l'Eurofighter, les Forces aériennes autrichiennes ont choisi de louer des F-5 suisses.

